



**HAL**  
open science

**Légitimité à parler de sa sexualité dans une enquête  
sociologique et rapports sociaux. Réflexions  
méthodologiques à partir d'une recherche sur les jeunes,  
la sexualité et internet**

Yaëlle Amsellem-Mainguy, Arthur Vuattoux

► **To cite this version:**

Yaëlle Amsellem-Mainguy, Arthur Vuattoux. Légitimité à parler de sa sexualité dans une enquête sociologique et rapports sociaux. Réflexions méthodologiques à partir d'une recherche sur les jeunes, la sexualité et internet. Cahiers du CEDREF, 2023, Faire de la recherche féministe: défis épistémologiques et méthodologiques au Québec et en France, 26, pp.2099. 10.4000/cedref.2099 . hal-04357077

**HAL Id: hal-04357077**

**<https://hal.science/hal-04357077v1>**

Submitted on 20 Jun 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

---

## Légitimité à parler de sa sexualité dans une enquête sociologique et rapports sociaux. Réflexions méthodologiques à partir d'une recherche sur les jeunes, la sexualité et internet

Yaëlle Amsellem Mainguy et Arthur Vuattoux

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cedref/2099>

DOI : 10.4000/cedref.2099

ISSN : 2107-0733

### Éditeur

Université Paris Cité

### Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2023

ISSN : 1146-6472

Ce document vous est fourni par INIST - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



### Référence électronique

Yaëlle Amsellem Mainguy et Arthur Vuattoux, « Légitimité à parler de sa sexualité dans une enquête sociologique et rapports sociaux. Réflexions méthodologiques à partir d'une recherche sur les jeunes, la sexualité et internet », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 26 | 2023, mis en ligne le 01 décembre 2023, consulté le 20 juin 2024. URL : <http://journals.openedition.org/cedref/2099> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cedref.2099>

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 janvier 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Légitimité à parler de sa sexualité dans une enquête sociologique et rapports sociaux. Réflexions méthodologiques à partir d'une recherche sur les jeunes, la sexualité et internet

Yaëlle Amsellem Mainguy et Arthur Vuattoux

---

- 1 Dire qu'il est difficile pour les individus d'exposer à des inconnus, en l'occurrence à une équipe de recherche en sciences sociales, leurs expériences et relations en lien avec la sexualité, semble souvent aller de soi. Il n'est pas rare, pour les chercheur·e·s qui travaillent sur la sexualité, de se voir opposer la « difficulté » de leur objet, son caractère jugé intrusif. Pourtant, nos expériences d'enquêtes sur la sexualité nous amènent à constater, sur des terrains et questionnements différents, qu'il n'est pas si difficile de trouver des enquêté·e·s prêt·e·s à parler de leur sexualité, y compris dans ses dimensions les plus intimes à condition que l'objet de l'enquête soit annoncé clairement<sup>1</sup>. Pour autant, cela révèle en partie des enjeux liés à la légitimité à parler de sa sexualité, renvoyant de manière assez nette à la classe sociale et au genre, du moins dans les terrains que nous avons explorés.
- 2 De manière générale, les femmes se prêtent davantage au jeu des enquêtes sociologiques : souci de soi, souci pour les autres, socialisation à donner son avis ou à apporter sa contribution (à l'image des sondages ou des tests dans les magazines féminins). Cette plus grande propension des femmes à répondre aux enquêtes portant sur la sexualité, est aussi à rapprocher d'une socialisation au dévoilement dans un entre-soi féminin, ainsi que d'une expérience des questions intrusives par les adultes pendant l'enfance et l'adolescence (parents, professionnels, médecins...) en lien avec la sexualité ou plus généralement la santé sexuelle (menstruation, contraception, gestion

de la fécondité...). Leurs expériences des suivis médicaux (notamment gynécologiques) constituent en cela un exemple flagrant<sup>2</sup>. Sans doute sont-elles aussi plus familières d'espaces où la sexualité s'expose de manière réflexive, avec des questions proches de celles qui peuvent animer la recherche en sciences sociales : par exemple dans des articles de presse (dite « féminine » ou plus directement féministe), via le suivi de comptes *Instagram* consacrés à la sexualité, ou à l'occasion de discussions informelles entre femmes (qui semblent n'avoir que peu d'équivalents du côté des hommes). Si la socialisation à la sexualité – au sens des processus à travers lesquels les femmes et les hommes intériorisent, dans le domaine sexuel, « des façons de faire, de penser et d'être qui sont socialement situées » (Darmon, 2016) – est plus prégnante et socialement contrôlée chez les femmes que chez les hommes<sup>3</sup>, le fait de répondre à des enquêtes sur la sexualité peut aussi apparaître comme une compétence féminine. Les enquêtes menées sur la santé sexuelle et reproductive, lorsqu'elles tentent de toucher à la fois les hommes et les femmes, se heurtent fréquemment à ce biais de genre<sup>4</sup>. À cette hypothèse issue de nos pratiques de recherche, s'ajoute celle d'une potentielle invisibilisation des classes populaires dans des enquêtes auxquelles répondent plus aisément les enquêté·e·s des classes intermédiaires et supérieures, surtout lorsque la conception même de l'enquête tend à cibler indirectement les classes les plus favorisées.

- 3 En nous fondant sur une expérience d'enquête portant sur les jeunes âgés de 18 à 25 ans, la sexualité et internet (enquête SEXI, 2018), nous cherchons dans cet article à explorer la question de la légitimité des enquêté·e·s à parler de leur sexualité, à répondre à un questionnaire en ligne, et à accepter la proposition d'entretiens individuels suite à ce questionnaire dans le cadre d'une recherche sociologique. Comment comprendre la plus grande propension de femmes blanches<sup>5</sup> diplômées, issues des classes intermédiaires et supérieures, à répondre à l'enquête ? Quels choix méthodologiques ont pu permettre une diversification du recrutement des enquêté·e·s ? Que nous apprennent l'auto élimination et le renoncement à participer à des enquêtes (« ce n'est pas pour nous ») selon le genre, la classe, l'âge ou la sexualité ? Nous nous arrêterons dans un premier temps sur l'analyse des premiers résultats de l'enquête SEXI, et plus spécifiquement sur le constat d'une sur-représentation de certain·e·s jeunes parmi les répondant·e·s. Nous verrons en quoi ces résultats peuvent être rattachés aux modalités de passation de l'enquête et aux stratégies de recrutement, mais également à des transformations sociales impliquant une plus grande réflexivité des enquêté·e·s en matière de genre et de sexualité. Dans un deuxième temps, suivant en cela la chronologie de la recherche, nous verrons comment a été mise en œuvre une diversification des profils, et les enjeux méthodologiques liés à la question de la légitimation de la parole des enquêté·e·s.
- 4 Cet article se fonde principalement sur un questionnement réflexif né durant l'enquête, mais demeurant encore exploratoire, analysant *a posteriori* des choix méthodologiques visant à corriger d'éventuels biais de recrutement dans un corpus de recherche.

#### **L'enquête « Jeunes, sexualité et internet » (SEXI)**

L'enquête sur les jeunes, la sexualité et internet s'est déroulée en 2017-2018 et avait pour objectif de mieux comprendre les usages sexuels d'internet par les jeunes.

Un questionnaire exploratoire a été diffusé via les réseaux sociaux (Facebook et Twitter), relayé notamment par des associations féministes et d'éducation populaire. 1427 jeunes ont entre les mois de décembre 2017 et février 2018 répondu à la totalité de ce questionnaire, qui visait à la fois à documenter la diversité des usages et à affiner les questions posées ultérieurement dans le cadre des entretiens.

Des entretiens ont ensuite été réalisés avec 66 jeunes (32 garçons et 34 filles) âgés de 18 à 25 ans vivant en France hexagonale. Majoritairement étudiant·es, certain·es avaient une activité professionnelle ou recherchaient un emploi.

L'enquête a été financée par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) dans le cadre d'une convention avec la Chaire de recherche sur la jeunesse de l'École des hautes études en santé publique. L'équipe de recherche était composée de deux sociologues (les auteur·trice·s de cet article) et d'un stagiaire de master (Modeste Dagan).

## Les biais de recrutement d'enquêté·e·s par les réseaux sociaux

- 5 Lors de la conception de l'enquête SEXI, s'est posée la question de la pertinence d'une première approche du sujet par questionnaire afin de faire émerger des usages auxquels les enquêteur·trice·s n'auraient initialement pas pensé. Cela avait aussi pour objectif de donner une place à l'expression libre et anonyme des enquêté·e·s habitué·e·s à s'informer et communiquer en ligne sur la sexualité dans un tel cadre (l'anonymat occupant une place importante dans les préoccupations des jeunes rencontrés, lorsqu'il s'agit, par exemple, de s'informer sur la sexualité ou d'accéder à des contenus sexuels en ligne). Ce questionnaire a été pensé comme une « pré-enquête » visant à nourrir, dans un second temps, la réalisation d'entretiens individuels mêlant questions fermées et ouvertes (par exemple lorsqu'il s'agissait de lister les applications présentes sur son smartphone).

### Une surreprésentation des femmes blanches des classes intermédiaires et supérieures, mais aussi des minorités sexuelles, dans les premiers temps de l'enquête

- 6 Internet est loin de constituer un lieu de dépassement des hiérarchies sociales, et il serait illusoire de penser y trouver un nouvel espace démocratique dénué de classes sociales, de rapports de genre, ou de hiérarchies liées aux sexualités. Les pratiques numériques et culturelles des adolescent·es, étudiées par Pierre Mercklé et Sylvie Octobre, pointent que « la massification [n']est pas mécaniquement synonyme de démocratisation<sup>6</sup> » : si 94 % des 15-29 ans possèdent désormais un smartphone<sup>7</sup>, leurs usages sont très divers, liés au capital culturel et social de leurs utilisateur·trice·s. Concernant les adultes, Marie Bergström montre quant à elle la prégnance des hiérarchies de classes dans l'utilisation des applications de rencontre en ligne, la formation des couples demeurant, même sur internet, un lieu de reproduction sociale<sup>8</sup>.

- 7 C'est à cette réalité d'un internet sexuel socialement stratifié que s'est heurtée notre enquête lorsque nous avons constaté que les premier·ière·s répondant·e·s – au cours des deux premiers mois de récolte – étaient certes nombreux·ses pour un simple questionnaire diffusé via les réseaux sociaux, mais révélaient une faible diversité sur le plan des indicateurs socioéconomiques. L'objectif du questionnaire n'était pas d'être représentatif, étant donné son statut « exploratoire » et les moyens de passation, sans moyen de contrôle de l'échantillon. Cependant, ce constat nous a amené·es à nous interroger sur le profil des répondant·e·s spontanés à un tel questionnaire et sur ce que cela dit de la légitimité à s'exprimer sur la sexualité dans une enquête en ligne. Si, au cours de la passation du questionnaire, nous avons en février tenté de le diffuser dans d'autres réseaux (missions locales, centres de formation et d'apprentissage, maisons des adolescent·e·s, associations sportives, etc.) pour redresser l'échantillon (ce qui a été partiellement réussi), les données finales du questionnaire mettent malgré tout en avant une surreprésentation des femmes diplômées, blanches, et de classes intermédiaires et favorisées. Ainsi, parmi les répondant·e·s, on compte 61 % de femmes tandis qu'elles sont 51,6 % dans l'ensemble de la population française. L'étude du niveau scolaire atteint éclaire également la spécificité des répondant·e·s. En effet, 30 % disent être titulaires d'un diplôme de niveau bac + 5 (master ou équivalent), et 3,2 % d'un niveau bac + 8. Les données récentes indiquent qu'en population générale, 23 % des cohortes de diplômé·e·s sortent de l'enseignement supérieur (formation initiale) avec un niveau master, et 1 % avec un niveau doctorat<sup>9</sup>. Du côté de l'origine sociale, on observe que 36,5 % des répondant·e·s déclarent au moins un parent cadre / profession intellectuelle supérieure (ceux-ci représentant, en 2020, 17,9 % des femmes et 22,7 % des hommes dans la population française<sup>10</sup>). Ces éléments permettent de pointer que les jeunes s'étant pliés à l'exercice du questionnaire étaient celles et ceux qui disposaient d'un capital scolaire et économique plus élevé que la moyenne. Cela peut s'expliquer en partie par les modalités de passation du questionnaire, via les réseaux sociaux, mais aussi par la forme de l'enquête : un questionnaire d'une vingtaine de minutes nécessitant une aisance avec la forme scolaire dans la mesure où il était auto-administré. D'autres indicateurs ont attiré notre attention comme le fait que 6,3 % des répondant·e·s ne s'identifiaient pas de manière binaire (homme ou femme)<sup>11</sup>.
- 8 Le constat d'une surreprésentation de jeunes de milieux favorisés parmi les enquêté·e·s s'est accentué au moment des premiers entretiens. En effet, les premier·e·s enquêté·e·s ont été contacté·e·s via le questionnaire en ligne, ce dernier laissant la possibilité aux répondant·e·s d'écrire à une adresse mail créée à l'occasion de l'enquête, dissociant ainsi l'anonymat du questionnaire de la possibilité de participer aux entretiens de la recherche en cours. Au début de la phase d'entretiens, aucune autre démarche de recrutement n'avait été effectuée, et les premières personnes rencontrées pour des entretiens comptaient donc parmi les seul·e·s répondant·e·s au questionnaire. Toutes les personnes se manifestant ainsi furent des jeunes femmes, que nous avons commencé à rencontrer pour des entretiens (une quinzaine environ), et qui, de manière encore plus marquée que parmi les répondant·e·s au questionnaire, appartenaient toutes aux classes intermédiaires et supérieures diplômées (niveau licence, le plus souvent master). Plusieurs d'entre elles se définissaient par ailleurs en entretien comme non-hétérosexuelles (lesbiennes, bisexuelles), utilisant des qualificatifs tels qu'« asexuel » ou « pansexuel » pour décrire leurs relations ou leur sexualité. Elles se distinguaient par une maîtrise des questions de genre et de sexualité telles qu'elles sont traitées en sciences sociales ou dans des espaces politiques de réflexion féministe.

- 9 L'expérience du questionnaire et des premiers entretiens individuels nous invitait donc à la prudence et à la réflexion concernant d'éventuels biais méthodologiques issus de la recherche menée via les réseaux sociaux. L'objectif de la recherche n'étant pas de documenter les usages sexuels d'internet des jeunes femmes diplômées des catégories sociales les plus favorisées.

### Des enquêté·e·s expert·e·s ?

- 10 L'enquête SEXI a été réalisée en pleine période de médiatisation des questions sexuelles dans le sillage du mouvement *MeToo*. Lancée sur les réseaux sociaux, et notamment via Twitter (principal lieu d'émergence du mouvement *MeToo* dans l'espace numérique), l'enquête doit être pensée dans un contexte particulier, caractérisé par l'essor du féminisme en ligne (médiats féministes en ligne, blogs spécialisés, publication d'expériences sur le sexisme ou de réflexion politique sur le genre et la sexualité sur des réseaux tels que Facebook, Twitter, Instagram, etc.)<sup>12</sup>. En participant à la recherche, via le questionnaire puis en entretien, les jeunes étaient amené·e·s à parler tant de leur rapport à la sexualité que de leur rapport à internet et aux réseaux sociaux et nombre d'entre eux ou elles, et surtout les jeunes femmes, s'avéraient être utilisatrices régulières de contenus féministes en ligne. Interrogé·e·s en tant que jeunes adultes sur leurs usages sexuels d'internet passés et actuels, elles et ils ont pu décrire leur socialisation progressive au féminisme et aux questions de genre, témoignant pour certaines (parfois pour certains, même si c'était le plus souvent par le biais de leurs partenaires féminines) de la facilité croissante d'accès à des contenus intégrant ces dimensions. Ainsi Lucie, 23 ans, étudiante en master dans le domaine de la culture, expliqua avoir commencé à utiliser Facebook, puis Instagram et Snapchat, en y intégrant ses centres d'intérêt dont faisait partie la question de la sexualité et du féminisme, qu'elle semble associer en les rattachant à son expérience, celle d'une étudiante bisexuelle, réfléchissant au quotidien à l'hétéronormativité et aux rapports sociaux qui en découlent. Elle explique qu'après une période où ses recherches lui paraissaient « spécifiques » (par comparaison avec les contenus *mainstream* présents sur ces réseaux), elle a vu croître les contenus féministes. Ce qu'elle considérait comme « sortant des sentiers battus » devient, selon ses dires, plus partagé : « maintenant ça va, ça se propage, c'est plus facile de parler de ça j'ai l'impression »<sup>13</sup>.
- 11 Il peut s'avérer tentant d'analyser ce type de propos sous l'angle de la « bulle cognitive » souvent reprochée aux réseaux sociaux, conduisant les utilisateur·trice·s à cette impression que leurs idées sont de plus en plus communes parmi celles qui circulent en ligne. Comme l'écrit Dominique Cardon, « sur les réseaux sociaux, les utilisateurs choisissent leur niche selon un principe affinitaire ; en s'abonnant à des amis, ils définissent un périmètre, une fenêtre, un écosystème informationnel. Les informations auxquelles ils sont exposés sur leur fil d'actualité dépendent de ce choix initial. L'espace informationnel n'est plus le grand espace lisse du public général, mais une suite de niches informationnelles qui se superposent les unes aux autres en fonction des choix des utilisateurs<sup>14</sup> ». Cependant, et bien que ce constat soit tout à fait pertinent pour comprendre l'expérience de certains enquêtés marqués par un environnement qui les sensibilise aux questions de genre et de sexualité, il n'en demeure pas moins que ces questions se sont diffusées dans les dernières années au-delà de leur périmètre habituel à l'image de *MeToo*, de la médiatisation d'affaires

sexuelles devenues enjeux politiques et démocratiques<sup>15</sup>, ou de la circulation croissante sur des réseaux sociaux de questionnement sur la sexualité, le consentement ou l'orientation sexuelle (parmi d'autres questions). Dans son travail sur le féminisme en ligne, David Bertrand reprend des travaux américains<sup>16</sup> tendant à montrer une diffusion croissante des idées féministes en ligne et une adhésion spécifique des plus jeunes, et fait état de résultats indiquant une augmentation des recherches en ligne sur le sexisme et le féminisme.

- 12 L'hypothèse d'une conscience collective autour des questions de genre se pose dans le cadre d'une enquête sur la sexualité et internet réalisée via internet. Alexandre Jaunait souligne d'ailleurs qu'il n'est désormais plus possible de considérer le genre comme une logique d'arrière-plan, comme le produit de rapports sociaux que l'enquête viendrait révéler : « La notion même de conscience semble pertinente pour décrire le mécanisme par lequel le genre est devenu plus transparent au cours des dernières années, mettant au jour la structure sociale et nous permettant de comprendre ses effets. Les acteurs sociaux ne sont aujourd'hui pas seulement "mus" par le genre, ils le conceptualisent de manière réflexive, et ils le politisent en le conscientisant<sup>17</sup>. »
- 13 Les premiers résultats de l'enquête SEXI nous ont poussé·es à réfléchir à ce que signifiait enquêter sur un objet largement approprié par des enquêtées (et quelques enquêtés), conduisant par exemple à des questions posées aux enquêteur·trice·s sur leurs conceptions du genre, des sexualités, ou sur l'existence ou non d'une réflexion intersectionnelle sur l'objet d'étude. Face à cette parole « conscientisée », il ne s'agissait évidemment pas de la considérer comme non représentative, même si, on l'a vu, les propriétés sociales de nos enquêté·es posaient légitimement la question de la diversité des profils sociaux des jeunes rencontrés. Nous étions en réalité face à des enquêté·es que l'on pourrait qualifier d'« expert·es », socialisé·es aux questions de genre et de sexualité, et plus largement à la question de l'articulation des rapports sociaux autour de la sexualité. Les paroles recueillies au début de l'enquête, même si elles révélaient sans doute un biais de sélection des enquêté·es par le capital culturel, la classe de manière générale, le genre et la sexualité, n'en étaient pas moins légitimes et importantes à analyser dans le cadre d'une enquête portant sur les jeunes, la sexualité et internet. Il s'agissait désormais de savoir si, en dehors de ce premier cercle d'enquêté·es, les jeunes des classes populaires racontaient le même type d'expériences, et avec les mêmes grilles de lecture issues du contexte de *conscience de genre*.
- 14 L'annonce et la présentation de l'enquête, mobilisant un vocabulaire commun évitant les concepts sociologiques avaient pour objectif de rendre le message accessible. Nous y insistions aussi sur la dimension scientifique du projet afin de se distinguer des sondages et autres quizz qui pouvaient circuler sur la sexualité. La question de la difficulté à atteindre les classes populaires par le biais d'une enquête en ligne lancée d'abord sur Twitter a confirmé le fait que bien qu'il soit très médiatisé, ce réseau social reste un réseau à audience limitée<sup>18</sup>. Aussi, bien que faisant partie de la même tranche d'âge, les individus qui n'avaient pas répondu à la proposition d'entretiens présentaient un profil assez différent des autres – moins politisé *a priori* et surtout d'origine plus populaire – nous renvoyant à la faible légitimité des jeunes des classes populaires à répondre<sup>19</sup>. Il était nécessaire, d'un point de vue méthodologique et sociologique, de chercher à diversifier les profils sociaux des enquêté·es, afin d'accéder à des points de vue sur l'objet d'étude différemment situés dans l'espace social, et ayant potentiellement d'autres expériences d'internet et des usages sexuels.



## Diversifier le recrutement des enquêté·e·s, légitimer les paroles délégitimées

- 15 Si l'on ne contrôle pas une enquête qualitative comme on redresse l'échantillon d'une enquête quantitative, il est toutefois important de situer ses enquêté·e·s et de chercher à diversifier les expériences sociales, marquées par le genre, la classe, le lieu d'habitation, le niveau d'étude et d'autres critères essentiels à la compréhension sociologique. Cela suppose une réflexion qui s'apparente à une stratégie, passant par exemple par des formes de ciblage social des enquêté·e·s ou par une révision du mode de recrutement. C'est ce type de démarche qui a présidé à la réalisation d'entretiens en petits groupes dans le cadre de cette enquête. Les résultats de cette démarche posent des questions concernant la légitimation, durant une enquête de sciences sociales, de paroles qui n'auraient sinon pas été « captées » par une enquête uniquement en ligne.

### Stratégies de diversification des profils de jeunes par le biais d'entretiens en groupe

- 16 Les jeunes des classes populaires rencontrés dans cette enquête l'ont été au terme d'un travail d'élargissement de l'enquête au-delà de sa diffusion initiale (d'abord Twitter, puis Facebook, listes d'abonnement par mails, et enfin Instagram) et des premières manifestations de volonté de répondre à l'enquête. Les rares données disponibles sur l'auto-positionnement des individus en matière numérique tendent à montrer que les individus des classes populaires sont plus nombreux à se considérer comme non compétents<sup>20</sup>, cela malgré le rattrapage effectué dans les dernières décennies en termes d'équipement numérique. Bien que la plupart des foyers soient désormais équipés, les travaux en sciences sociales pointent une diversité d'usages concrets des outils numériques, socialement situés<sup>21</sup>, dépendant à la fois du type de matériel utilisé, des capacités à utiliser internet, et de dispositions qui s'actualisent dans les usages numériques<sup>22</sup>. Après avoir rencontré des enquêtés, et surtout des enquêtées, à l'aise avec les réseaux sociaux, capables de détailler leurs choix d'utilisation de tel ou tel réseau, de percevoir l'intérêt, pour leur sexualité, d'intégrer telle ou telle dimension numérique (applications de rencontres, accès à l'information sur la contraception, etc.), il était pour nous important de saisir ce qu'il en était pour des jeunes moins dotés socialement et scolairement, dont nous savions par ailleurs qu'ils et elles ne sont pour autant pas absent·e·s de la scène numérique de la sexualité (présence sur les réseaux sociaux, sur des applications de rencontre, etc.). L'enjeu consistait pour nous à comprendre les usages de jeunes diversement situés dans l'espace social, sans avoir par ailleurs de prétention concernant la représentativité (à l'instar de ce que nous cherchions par le volet quantitatif de la recherche), et sans présumer d'une corrélation quelconque entre propriétés sociales et scolaires et usages sexuels d'internet.
- 17 La réalisation de cette recherche au sein d'une institution articulée à l'action publique, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, avait pour avantage de donner un accès privilégié aux acteur·trice·s de l'éducation populaire<sup>23</sup>. Ainsi, des contacts ont pu être pris avec des responsables de Points information jeunesse (PIJ)<sup>24</sup>, ainsi qu'avec des travailleur·se·s sociaux·ales de Mission locale ou d'autres associations

de jeunesse<sup>25</sup>. Notre stratégie de diversification des enquêté·e·s passait, en effet, par la présentation de l'enquête dans ce type de structure, avant de pouvoir accéder, via ces présentations – qui ont pris la forme de focus groups – à des entretiens individuels avec les jeunes. Les entretiens en groupe ont ici été structurés autour d'une courte intervention de présentation de l'objet de recherche suivie d'un débat libre. Ce choix méthodologique permet de saisir des interactions spécifiques – ici des discussions entre jeunes – auxquelles les seuls entretiens individuels ne donnent pas accès. Les entretiens en groupe présentent l'intérêt de saisir des désaccords, ou au contraire de percevoir des formes d'approbation sociale sur des propos tenus, mais aussi d'éventuels effets liés aux rapports de pouvoir qui marquent nécessairement ce type de situation<sup>26</sup>.

### **Une « soirée pizza » pour diversifier les profils sociaux des enquêté·e·s ?**

Trois mois après la première phase de l'enquête (questionnaire et premiers entretiens), nous avons pu profiter d'une « soirée pizza » organisée par un Point information jeunesse situé en grande couronne parisienne, pour présenter l'enquête. Ce n'était pas la première fois qu'une telle soirée était organisée, mais la thématique de la sexualité n'avait encore jamais été évoquée. Le responsable de la structure y voyait une occasion d'évoquer une thématique qu'il jugeait importante pour son public, et nous y voyions une manière d'atteindre des jeunes en accédant à la fois à leur parole en groupe et, si tout se passait bien, à leur parole individuelle en entretien.

La soirée pizza commença donc par une brève présentation de l'enquête, réalisée par l'un des enquêteurs (Arthur Vuattoux) et le stagiaire recruté pour l'enquête (Modeste Dagan). Douze jeunes étaient présent·e·s, sept garçons et cinq filles : quatre venus d'eux·elles·mêmes, en voyant l'annonce, intéressé·e·s par la thématique, s'autodéfinissant pour certain·e·s comme « geeks » ; des jeunes venant d'un centre social rural à proximité de la ville, Point info jeunesse (invité à cette soirée via un partenariat local) ; un étudiant étranger fréquentant parfois le lieu ; deux jeunes femmes en service civique. L'une des modalités choisies pour « situer » les enquêté·e·s quant à leurs usages consistait, lors d'un tour de table, à leur demander de répertorier les réseaux sociaux qu'ils ou elles utilisaient. La quasi-totalité des jeunes nomma Facebook comme réseau de communication large (c'est-à-dire intergénérationnel et familial : c'est le réseau qui permet par exemple de communiquer avec ses grands-parents), plus de la moitié se présentèrent comme utilisateur·trice·s d'Instagram et Snapchat. Les autres réseaux furent beaucoup moins cités, et l'une des jeunes expliqua n'utiliser aucun réseau social, par désintérêt pour ce type d'outil.

La discussion, plus libre, dériva sur les « mauvais usages » d'internet, avec l'idée que les usages sexuels d'internet ne pouvaient qu'être « risqués ». Plusieurs jeunes firent référence à la notion de « morale », avec un internet sexuel jugé violent. Cela donna l'impression d'une discussion de groupe sur un mode un peu « scolaire », durant laquelle les jeunes répondaient aux attentes d'adultes chargé·e·s – du fait du lieu fréquenté – de faire de la prévention sur leurs usages sexuels d'internet. Cependant, la soirée avançant, d'autres thématiques furent abordées. L'une des jeunes (22 ans) expliqua par exemple comment elle avait, adolescente, vécu des fins de soirée consacrées à aller sur un site de

visioconférences instantanées montrant beaucoup de personnes (surtout des hommes) nues face caméra. Elle et ses amis cachaient leurs caméras et lançaient des discussions avec les autres internautes. Son témoignage déclencha la parole des autres, d'autres jeunes évoquèrent aussi des usages contraints par leur entourage, tel un garçon de 19 ans expliquant s'être inscrit sur Facebook parce que sa copine voulait qu'ils s'y retrouvent pour discuter. Les échanges autour de ces usages spécifiques donnaient lieu à de courtes discussions, à des réactions parfois amusées, parfois plus critiques (à l'instar de la jeune non-utilisatrice des réseaux, qui critiquait les divers usages cités par les autres). En fin de groupe, l'une des jeunes présentes, âgée de 18 ans et venue ce soir-là avec deux amis garçons se définissant comme « geeks », expliqua comment internet avait joué un rôle central dans sa sexualité via l'expérimentation dans le monde virtuel d'une identité que ses parents ne l'autorisaient pas à endosser dans la vie quotidienne : celle d'un garçon. Dans la discussion, elle se définit comme « fille » mais explique vouloir expérimenter « l'autre genre » sur les réseaux, comme *Discord*<sup>27</sup> : « Moi sur Discord, j'ai testé une nouvelle identité que je ne peux pas me permettre d'avoir dans la vie... Ce que j'aurais voulu être quoi... Sur *Discord*, je dis que je suis un garçon parce que je me sens plus garçon... J'ai peur des incompréhensions, que ça soit mal pris par les gens s'ils s'en rendent compte, mais je prends quand même le risque... »<sup>28</sup>.

Durant cette prise de parole, l'attention des autres jeunes était forte, et l'on pouvait y percevoir une forme d'interrogation, de perplexité, ou encore une forme d'écoute plus empathique de la part d'une jeune qui s'était plus tôt dans la soirée décrite comme féministe. Les garçons les plus perplexes, prompts à tout commenter depuis le début de la soirée, ne rebondirent pas sur ces propos, et la discussion se poursuivit autour d'autres expériences individuelles.

- 18 Deux groupes de discussion furent organisés dans d'autres structures, nous permettant de saisir un premier répertoire de thèmes abordés par les jeunes dans cet exercice partiellement spontané – car malgré tout réalisé dans un cadre précis, avec la présence d'adultes – qu'est le groupe de discussion<sup>29</sup>. Cette stratégie de diversification des profils d'enquêté·e·s porta ses fruits : dans les semaines qui suivirent les entretiens en groupe furent l'occasion de réaliser des entretiens individuels avec ces jeunes des classes populaires et parfois leurs ami·e·s. Ces jeunes donnèrent accès à des expériences jusqu'ici absentes des récits recueillis, comme des situations d'emprise conjugale dans des couples adolescents, emprise dans laquelle les usages pornographiques d'internet constituaient un ressort de domination. Ainsi Zoé, 18 ans, rencontrée à l'issue d'un focus group réalisé dans un Point information jeunesse de l'Ouest de la France, fille d'une mère ouvrière à l'usine et d'un père ouvrier en congé maladie de longue durée, évoque en entretien son copain rencontré via *Discord* et venu s'installer avec elle chez ses parents. Au cours d'une relation qu'elle qualifie de « compliquée », elle explique n'avoir quasiment jamais pris de plaisir dans sa sexualité et, lorsque l'on parle des usages sexuels d'internet, évoque les films pornographiques qu'il la forçait à regarder avant et pendant leurs rapports. Zoé distingue en entretien ses usages propres d'internet précédant sa mise en couple (elle regardait par exemple à ce moment-là un peu de porno *hentai*, pensé sur le modèle des mangas), et sa sexualité de couple dont elle souligne le caractère insatisfaisant. À des questions sur le consentement, elle ne réagit pas sur la notion elle-même, qu'elle ne semble pas intégrer à sa description de la

situation, mais rebondit sur des exemples pour expliquer que le problème est la promiscuité (du fait de ne pas pouvoir refuser des rapports à son copain en permanence à domicile) et l'absence de plaisir (elle dit pouvoir se passer de sexualité, mais « se laisse faire » ou comme d'autres filles « attend que ça passe » car son copain a ses envies et « besoins » sexuels).

- 19 Les entretiens réalisés avec des jeunes des classes populaires, et/ou par des garçons (peu présents au début de l'enquête) ont donné accès à d'autres modalités de description des usages sexuels d'internet, mais aussi à d'autres expériences biographiques, telles que des mises en couple stable précoce par rapport aux autres jeunes rencontrés jusque-là, des installations conjugales, et des expériences liées au travail (du fait d'études courtes). Si les thématiques abordées dans ces entretiens ne diffèrent pas radicalement de celles abordées avec les jeunes des classes intermédiaires et supérieures – le consentement, les divers usages des réseaux sociaux, la découverte d'informations sur la sexualité et de la pornographie, etc. – elles apparaissent cependant dans d'autres contextes (et d'autres conditions matérielles en matière d'accès à internet), à partir d'autres expériences de l'entrée dans la sexualité. Les propos ainsi recueillis étaient moins directement rattachés à des concepts des études de genre et du féminisme, et étaient moins souvent associés à une expérience générationnelle, à un « nous » de référence supposément sensibilisé à ces questions. En creux, ces entretiens ont révélé une différence de légitimité dans la mise en mots de son expérience individuelle de la sexualité et des usages sexuels d'internet. Ils montrent comment certain·es enquêté·es des classes supérieures pouvaient puiser dans un ensemble de catégories d'analyse issues du féminisme pour éclairer leurs expériences individuelles, quand les enquêté·es des classes populaires, tout en décrivant parfois des expériences relativement proches, marquées par le même type de mécanismes (par exemple l'expérience du harcèlement sexuel dans un cadre scolaire), rapportaient leurs propos à des spécificités de parcours ou de conditions de vie. Au-delà de la question de la légitimité à parler de sa sexualité, enjeu important pour une telle enquête dans la mesure où l'accès à des entretiens avec des jeunes des classes populaires nécessite des stratégies d'enquête spécifiques<sup>30</sup>, semble donc se poser celle de la légitimité à rattacher son expérience à celle de sa génération.

## Réflexions sur la légitimation des paroles délégitimées

- 20 Les *focus groups* réalisés furent aussi l'occasion d'accéder aux positionnements des enquêté·es vis-à-vis de l'objet de recherche. En début de groupe, certain·es jeunes expliquèrent en effet être venus pour « voir », affirmant qu'ils n'avaient « rien à dire » sur le sujet. Ce type de réaction, qui n'est pas rare dans les enquêtes en sciences sociales portant sur la sexualité ou d'autres sujets, est la marque d'une forme d'autocensure face à une relation d'enquête qui peut être perçue comme intimidante. C'est ainsi que Pierre Bourdieu, menant un entretien avec deux jeunes d'un quartier populaire, notait ceci à propos du début de leur entretien : « Pendant que j'essaie de leur expliquer ce que je suis et ce que je fais, et d'écarter les soupçons ou les craintes qu'ils peuvent avoir ("mon travail, c'est d'écouter, et d'essayer de comprendre, et de raconter après : je ne suis ni juge ni flic", etc.), ils écoutent en regardant ailleurs, comme pour cacher leur gêne (...) et aussi, il me semble, leur crainte de ne pas être tout à fait à la hauteur, de ne pas bien comprendre<sup>31</sup> ».

- 21 Ce type d'expérience, commune parmi les sociologues, invite à traiter avec sérieux la question de la relation d'enquête, qui gagne à être pensée, dans le domaine des recherches portant sur la sexualité, comme une relation engageant la sexualité elle-même (celle des enquêté·e·s qui se trouve dévoilée, mais aussi celle des enquêteur·trice·s, qui peuvent avoir à se positionner, ou dont la sexualité est présumée)<sup>32</sup>. Objet de la recherche, la sexualité devient également enjeu de positionnement subjectif des enquêteur·trice·s. Surtout, la sexualité porte en elle les autres rapports sociaux tels que les rapports de genre (fait d'être un homme ou une femme enquêtant auprès d'hommes ou de femmes), de classe (qui impliquent des manières de dire la sexualité), d'âge (qui impliquent des expériences plus ou moins partagées du fait d'écarts générationnels, ici dans les usages sexuels d'internet). Durant l'enquête, nous constaterons la gêne de certain·e·s enquêté·e·s face à l'absence de maîtrise d'un vocabulaire « savant » sur la sexualité lorsqu'était précisé le fait qu'ils pouvaient parler avec *leurs* mots malgré la présence du dictaphone. D'où le fait que dès le début de l'enregistrement, il nous est arrivé de parler en langage courant des « potes » ou de « plan cul », en rappelant qu'il n'y avait pas de « bonne réponse » à nos questions. La situation d'enquête sociologique laissant penser qu'il y avait des manières « formelles » de dire sa sexualité et ses usages en ligne, il était ainsi nécessaire de montrer par l'emploi de mots « crus » qu'il n'y avait pas de précaution de vocabulaire à avoir avec nous. Ce n'est qu'après une dizaine de minutes, souvent après avoir posé des questions brise-glace sur la composition de leur bande de copains/copines, sur leur lieu de vie ou encore sur leurs usages plus généraux de leur portable, que les jeunes les plus gênés se sont autorisés après un moment d'hésitation et à demi-mot des termes tels que « baiser », « sucer » ou « lécher ». Si nous avons davantage rencontré ce type de situation auprès des enquêté·e·s des classes populaires, c'est notamment parce que les plus doté·e·s socialement et scolairement de nos enquêté·e·s avaient plus de facilité à varier les registres langagiers, à passer de descriptions des échanges sur les réseaux sociaux en utilisant les mots qui y circulent, à des descriptions de ses propres pratiques qui, si elles apparaissaient comme gênantes, pouvaient être mises à distance par l'usage de termes plus neutres ou d'un langage soutenu. Ces jeunes n'avaient par exemple pas de difficulté à utiliser les mots crus des sites pornographiques, tout en utilisant des termes tels que « se masturber » ou « avoir un rapport sexuel » pour décrire avec plus de distance leurs propres expériences<sup>33</sup>. Ces éléments soulignent l'importance des mots utilisables, car ils permettent ou non de se raconter en entretien (c'est-à-dire, de se sentir autorisé·e à se raconter avec ces mots-là), mais aussi parce qu'ils illustrent la plus ou moins grande capacité des jeunes à trouver des grilles de lecture légitimes de leur expérience, à mettre en mots ce qui généralement ne se dit pas. On peut ici revenir à l'hypothèse évoquée plus haut d'une *conscience de genre* qui constitue désormais le contexte dans lequel les jeunes peuvent se raconter en matière de sexualité. La sensibilité des jeunes aux discours issus des études de genre et du féminisme semble certes permettre de se décrire dans des termes qui ont désormais une plus grande visibilité sociale – en particulier pour celles et ceux dont les sexualités ou les identités sont minoritaires –, mais elle demeure socialement située : plus accessible aux jeunes favorisés<sup>34</sup>.
- 22 D'un point de vue méthodologique, une réflexion sur le moyen de mettre en confiance les enquêté·e·s s'est révélée d'autant plus nécessaire pour la phase d'entretiens qualitatifs, des manières de s'habiller (d'un jean et d'un pull sans marque ostentatoire) aux manières de parler avec un vocabulaire familier ou courant en veillant à ne pas

tomber dans la vulgarité par exemple. Ainsi, nous avons veillé à ne pas imposer de catégories d'analyse qui peuvent sembler *a priori* partagées dans la société, sans nécessairement l'être réellement. Durant cette enquête, il nous a paru pertinent d'anticiper la gêne dans certaines situations en repérant d'emblée les termes pouvant paraître gênants, car trop familiers ou trop crus – cela d'autant que les entretiens étaient enregistrés – ou de définir certaines des notions que nous voulions aborder, en cherchant à savoir si elles étaient connues des enquêté·e·s. Ainsi nous avons parfois précisé : « même s'il y a le dictaphone, tu peux utiliser les mots que tu veux. Ce n'est pas parce que c'est enregistré que tu ne peux pas dire que telle personne est complètement conne par exemple (rires), que machin il est trop moche ou par exemple que quand t'étais petit tes potes parlaient de films de cul. On va discuter et lui (le dictaphone) on l'oublie tu verras. Après, si tu veux tu peux aussi arrêter d'enregistrer c'est pas un problème ».

- 23 Cependant, montrer aux enquêté·e·s que leur parole est légitime ne suffit pas et fait émerger le problème de l'illégitimité du sujet abordé lui-même. Olivier Schwartz décrit le sentiment d'illégitimité des ouvriers et ouvrières qu'il rencontre à parler de certains aspects de leur monde privé, prenant l'exemple des hommes à propos de leur identité de chômeur. Il explique comment il lui a parfois fallu passer par une forme de mise en confiance en discutant sur des aspects de leur existence plus légitimes (leur paternité) pour accéder ensuite à ce qui était à leurs yeux illégitime (parler de sa situation de désaffiliation, du chômage)<sup>35</sup>. De la même manière, c'est par des pas de côté qu'il a parfois fallu amener les questions sur l'expérience des violences sexistes, sexuelles ou de genre en lien avec les usages d'internet par exemple, ou celles sur la masturbation liée au visionnage de contenus pornographiques. Ces pas de côté pouvaient consister en un questionnement non plus sur l'expérience individuelle des jeunes, mais sur leurs représentations des pratiques de leur génération (« Est-ce que tu connais des jeunes autour de toi qui ont été harcelés sur les réseaux sociaux ? », « Penses-tu que beaucoup de jeunes regardent du porno ? »), même si nous avons déjà souligné la difficulté qu'ont certain·e·s jeunes à se vivre comme faisant partie d'une génération, c'est-à-dire à se considérer comme suffisamment légitimes pour s'en faire, en quelque sorte, les porte-parole.

## Conclusion

- 24 Enquêter sur les usages sexuels d'internet des jeunes à partir d'une démarche qualitative présente l'avantage de rendre tangibles les inégalités en matière de légitimité à dire sa sexualité, à se situer dans une génération, à se faire l'écho de questions politiques liées à la sexualité et à sa régulation (violences sexistes et sexuelles, question du consentement, rapport à la pornographie, etc.). La réflexion méthodologique présentée dans cet article invite à développer des stratégies relatives à la diversification sociale des profils d'enquêté·e·s et aux manières de considérer et de recueillir leur parole en entretien. Un sujet souvent considéré comme intime et peu dicible hors des cercles privés, la sexualité, semble propice à de telles réflexions. Ce raisonnement s'avère toutefois valable pour d'autres thématiques dans la mesure où la relation d'enquête nécessite, du côté des enquêté·e·s, de dévoiler des propriétés sociales et des effets de légitimité à s'exprimer sur sa vie « banale » « qui n'a rien de sensationnel », « une vie normale », pour ne reprendre que quelques expressions des

jeunes ne s'inscrivant pas d'eux ou d'elles-mêmes dans la possibilité d'être enquêté-e par des chercheur·es en sciences sociales. Face à nos propositions d'entretiens individuels, nous avons dû répondre à la question du « pourquoi moi », comme lorsque Jason nous interpelle sur la pertinence qu'il participe à la recherche : « j'ai une vie comme tout le monde, je vois pas ce que ça peut t'apporter pour ton enquête. Je fais rien de spécial ». Cela révèle pour autant comment les rapports sociaux se rejouent, y compris dans la légitimité à raconter sa sexualité, à se raconter, que ce soit en son nom propre ou au nom, par exemple, d'une classe de sexe, d'une sexualité, ou d'une génération. L'analyse des conditions de la recherche et de son déroulement met en évidence les rapports différenciés à la participation à l'enquête sociologique sur les usages sexuels d'internet. Aussi, malgré les potentialités des outils numériques, la détention de capitaux scolaires, culturels et économiques élevés constituent un préalable à la participation à la recherche que seule l'interaction hors ligne et la conversation informelle de la recherche – y compris dans un cadre collectif – peut tenter de contrebalancer, au moins en partie.

---

## NOTES

1. Voir par exemple Yaëlle Amsellem-Mainguy, Constance Cheynel, Anthony Fouet, *Entrée dans la sexualité des adolescent·e·s : la question du consentement. Enquête auprès des jeunes et des intervenant·e·s en éducation à la sexualité*, Paris, INJEP, 2017 ; Yaëlle Amsellem-Mainguy, Benoît Coquard, Arthur Vuattoux, *Enquête sur la jeunesse incarcérée et son encadrement*, Paris, INJEP, 2018.
2. Laurence Guyard, *La médicalisation contemporaine du corps féminin : le cas de la consultation gynécologique*, Thèse de doctorat, Université Nanterre Paris X, 2008 ; Aurore Koechlin, *Suivre et être suivie : l'émergence, la consolidation et la déstabilisation de la norme gynécologique en France (1931-2018)*, Thèse de doctorat, Université Paris 1, 2021.
3. Laurence Guyard, « Chez la gynécologue. Apprentissage des normes corporelles et sexuelles féminines », *Ethnologie française*, n°1, 2010, p. 67-74.
4. Kathleen Slauson-Blevins, Katherine M. Johnson, « Doing Gender, Doing Surveys? Women's Gatekeeping and Men's Non-Participation in Multi-Actor Reproductive Surveys », *Sociological Inquiry*, vol. 86, n°3, 2016, p. 427-449.
5. La question de la race n'a pas pu être traitée dans le cadre de cette recherche, au sens où elle ne faisait pas partie des questionnements initiaux et n'a pas fait l'objet d'échanges avec les enquêté·e·s. Nous faisons cependant le constat d'une enquête à laquelle n'ont répondu, à deux exceptions près, que des personnes pouvant être décrites comme « blanches ».
6. Pierre Mercklé, Sylvie Octobre, « La stratification sociale des pratiques numériques des adolescents », *RESET [En ligne]*, n°1, 2012.
7. Stéphane Legleye, Amandine Nougaret, Louise Viard-Guillot, « 94 % des 15-29 ans ont un smartphone en 2021 », *INSEE Focus*, n°259, 2022.
8. Marie Bergström, *Les nouvelles lois de l'amour. Sexualité, couple et rencontres au temps du numérique*, Paris, La Découverte, 2019.
9. Calculs de la DEPP sur la cohorte sortie d'études en 2016-2018, à partir des enquêtes Emploi de l'INSEE (*Étude État de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France*, URL : <https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eedr/FR/>).

10. INSEE, enquête Emploi, France hors Mayotte.
11. Il était possible au répondant de mentionner « Autre » dans la question portant sur l'identification de genre, avec une possibilité de mentionner leur souhait d'identification (certains répondant « non binaires », « queer », « agenre », etc.).
12. Voir à ce sujet David Bertrand, « L'essor du féminisme en ligne. Symptôme de l'émergence d'une quatrième vague féministe ? », *Réseaux*, n°208-209, 2018, p. 232-257.
13. Entretien avec Lucie, 23 ans.
14. Dominique Cardon, *Culture numérique*, Paris, Presses de SciencesPo, 2019, p. 374.
15. Clarisse Fabre, Éric Fassin, *Liberté, égalité, sexualités. Actualité politique des questions sexuelles*, Paris, Belfond, 2003.
16. Dans son article « L'essor du féminisme en ligne... » (*op. cit.*), David Bertrand fait référence à Vanessa Valenti, Courtney Martin, « #Femfuture: Online Revolution », *New Feminist Solutions*, vol. 8, 2013.
17. Alexandre Jaunait, « Investigating gender in a world of gender consciousness », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, vol. 153, 2022, p. 8-45 (nous traduisons).
18. Julien Boyadjian, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles*, rapport d'études, INJEP, 2020.
19. En témoigne le fait que parmi la centaine de répondant·e·s ayant au moins un parent ouvrier, aucune n'a choisi de nous contacter pour répondre à un entretien individuel.
20. Fabien Granjon, *Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques*, Paris, Presses des Mines, 2022, p. 21.
21. Julien Boyadjian, « Désinformation, non-information ou sur-information ? Les logiques d'exposition à l'actualité en milieux étudiants », *Réseaux*, vol. 222, n°4, 2020, p. 21-52.
22. *Ibid.*, p 25.
23. L'INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) est un observatoire de la jeunesse, service à compétence nationale relevant du périmètre du ministère en charge de la jeunesse, qui se positionne en interface entre les associations de jeunesse et d'éducation populaire, les services de l'État, plus largement les acteurs des politiques de jeunesse.
24. Les Points information jeunesse sont des structures locales, souvent structurées à l'échelon régional (via les « Centres régionaux d'information jeunesse »). Les animateur·trices de ces structures proposent des services liés à l'orientation, l'accès à des postes informatique, des accompagnements en groupe ou individualisés (rédaction de CV, projets de mobilité, etc.).
25. En France, les missions locales sont des structures associatives chargées par les pouvoirs publics d'accompagner les publics en difficultés vers l'emploi. Les jeunes sont un public important de ces structures.
26. Sur les *focus groups* voir notamment Arthur Vuattoux, *Genre et rapports de pouvoir dans l'institution judiciaire : Enquête sur le traitement institutionnel des déviances adolescentes par la justice pénale et civile dans la France contemporaine*. Thèse de sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2016, p. 215, URL : <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01397402> ; Yaëlle Amsellem Mainguy, Arthur Vuattoux, *Enquêter sur la jeunesse. Outils, pratiques, analyses*, Paris, Armand Colin, 2018.
27. *Discord* est un réseau social affinitaire basé sur des salons plus ou moins publics ou privés, au départ principalement utilisé par de jeunes joueurs (*gamers*).
28. Extrait de journal de terrain, focus group/« Soirée pizza » dans un Point information jeunesse.
29. Les entretiens en groupe se situant au sein d'associations locales, les jeunes participants avaient accès à des ressources d'aides et de soutien. En amont et en aval des entretiens, ils et elles pouvaient disposer de documentation sur les associations locales relatives à la santé sexuelle et à la sexualité ainsi qu'aux numéros verts (gratuits) disponibles. L'équipe de recherche se tenait par ailleurs disponible pour les accompagner vers une première démarche.



30. À propos des classes populaires, voir le dossier « Classes populaires en ligne » coordonné par Dominique Pasquier et notamment l'introduction « Classes populaires en ligne : des “oubliés” de la recherche ? », *Réseaux*, 2018, n°208-209.
31. Pierre Bourdieu, « L'ordre des choses. Entretien avec des jeunes du nord de la France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°90, 1991, p. 7.
32. Voir à ce sujet l'article d'Isabelle Clair, « La sexualité dans la relation d'enquête. Décryptage d'un tabou méthodologique », *Revue française de sociologie*, n°57, 2016, p. 45-70.
33. Sur le caractère socialement situé du langage, voir Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.
34. Cependant, on peut faire l'hypothèse d'une diffusion croissante des thématiques féministes et liées aux travaux sur le genre, y compris dans des contenus grand public, qui pourrait aboutir à une appropriation croissante par les jeunes. Si tous les jeunes rencontrés n'abordaient pas spontanément la question du consentement en entretien, toutes et tous voyaient de quoi il était question (ce qui fut, sans doute, facilité par le contexte politique de l'enquête, avec le mouvement *MeToo* et sa forte publicisation en 2017-2018).
35. Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 2002, p. 45.
- 

## RÉSUMÉS

À partir du constat d'une plus grande propension des femmes diplômées, issues des classes intermédiaires et supérieures, ayant une sexualité active, à répondre à une enquête sur la sexualité, les jeunes et internet, cet article a pour objectif d'explorer la question de la légitimité des enquêté·e·s à parler de leur sexualité dans le cadre d'une recherche sociologique. D'un point de vue méthodologique, on s'attachera à comprendre qui se sent légitime pour répondre à un questionnaire en ligne et à accepter la proposition d'entretiens individuels, et à éclairer les choix méthodologiques qui ont pu permettre une diversification du recrutement des enquêté·e·s au fil d'une recherche.

## INDEX

**Mots-clés :** jeunesse, sexualité, internet, rapports sociaux, féminisme, classes populaires, réseaux sociaux

## AUTEURS

### YAËLLE AMSELLEM MAINGUY

Sociologue, chargée de recherche, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, chercheuse à l'Institut des sciences sociales du politique (UMR7220), Université Paris Saclay, [yaelle.amsellem-mainguy@jeunesse-sports.gouv.fr](mailto:yaelle.amsellem-mainguy@jeunesse-sports.gouv.fr)

**ARTHUR VUATTOUX**

Maître de conférences en sociologie à l'Université Sorbonne Paris Nord, Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS, USPN-EHESS-CNRS-Inserm), [vuattoux@univ-paris13.fr](mailto:vuattoux@univ-paris13.fr)